

Malgré les restrictions de nos libertés

Plus de 1000 à Paris, 500 à Tours, 250 à Lyon, 100 à Toulouse, 70 à Avignon, 60 à Pau, 50 à Beauvais, 40 à Bourg-en-Bresse, 50 à Saint-Etienne, 50 à Mont-de-Marsan, 50 à Laval, 40 à Nantes...

Malgré le confinement et les restrictions, sur l'air des Gilets jaunes, les AESH, les enseignants, les parents d'élèves, ont scandé, dans la rue, leurs revendications.

Abandon des PIAL, des recrutements massifs, un vrai statut, un vrai salaire !

Devant le ministère, une AESH a pris la parole pour interpeller le ministre. Elle exerce en ULIS et prend en charge la classe de 12 élèves toute seule depuis la rentrée parce qu'aucun enseignant n'a été nommé. Pour 700€ par mois ! *« Honte à vous M. le Ministre, on n'en peut plus, on a des loyers à payer et vous êtes tranquille sur votre fauteuil. Les moyens, ils existent, on n'est pas dans un pays sous développé. On veut un vrai statut, un vrai salaire, une vraie formation ».*

Devant la DSDEN de l'Ain, une AESH a exprimé la colère de tous ses collègues :

« Aujourd'hui la majorité de nous fait 26H sur le terrain, mais qu'en est-il de nos heures de concertations, de préparation de travail ? Elles dépassent largement les 125 heures annexes. Ce travail, nous l'effectuons avec notre propre matériel faute de budget à nous consacrer dans les établissements. Pourquoi n'aurions-nous pas droit à la prime informatique de 150 euros allouée aux enseignants ?

Un vrai statut nous permettrait également d'obtenir la prime REP et REP+ car nous aussi nous intervenons dans les zones d'éducation prioritaires, rencontrant les mêmes difficultés que les enseignants.

Nous demandons un VRAI SALAIRE décent, un temps plein pour 24h00, qui nous permettrait de vivre sans être obligé d'avoir un deuxième travail. Les soignants ont obtenu 183 euros d'augmentation pourquoi pas nous ? »

Une AESH, devant le Rectorat de Clermont : *« La mise en place des PIAL et de la mutualisation à tout va ne fait que précariser encore plus notre place ! L'administration nous dit que c'est mieux pour l'élève, ça le pousse vers l'autonomie : On se moque de nous ! »*

Oui, la situation est insupportable pour les personnels, elle est insupportable aussi pour les élèves :

- L'enseignement spécialisé est démantelé depuis des années,
- Les élèves notifiés voient leur nombre d'heures d'accompagnement dégringoler, leur AESH s'en aller du jour au lendemain.

Ça s'apparente ni plus ni moins à de la maltraitance.

Cette mobilisation s'inscrit dans un mouvement de fond

Un mouvement de fond qui a amené les personnels à faire grève et manifester avec les parents d'élèves chaque semaine depuis le 26 janvier pour exiger des postes, des remplaçants, pour protester contre les fermetures de classes et exiger les ouvertures nécessaires.

Le Ministre et ses représentants ne pourront profiter longtemps de l'état d'urgence sanitaire pour tourner le dos revendications qui seules peuvent répondre à la bonne marche du service public.

Avec la CGT-FO, la FNEC FP-FO exige « *du gouvernement pour tous les services publics l'arrêt des suppressions de postes et de moyens et la création des postes et moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, dans les hôpitaux, les écoles* ».

La FNEC FP-FO invite les personnels à se réunir dès la rentrée

Le ministère a reçu une délégation en audience. Aucune réponse n'a été apportée, sinon la vague perspective d'une revalorisation en 2022 dans le cadre du Grenelle.

Les manifestants ont exprimé leur colère et leur détermination à poursuivre le combat. La FNEC FP-FO invite les personnels à se réunir dès la rentrée, et à prendre contact avec les parents d'élèves, pour discuter des suites et des moyens de gagner sur les revendications.

La FNEC FP-FO renouvellera son préavis de grève en tant que de besoin. Une intersyndicale s'est réunie hier pour réaffirmer les revendications et se réunira à nouveau dès la semaine de la rentrée.

à Montreuil, le 9 avril 2021